

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LE BOMBARDEMENT EXÉCUTÉ PAR L'AVIATION SUD-AFRICAINE AU MOZAMBIQUE—ON DEMANDE DE CONDAMNER L'ACTE DE GUERRE

**M. Dan Heap (Spadina):** Madame le Président, dans leur déclaration d'aujourd'hui relative au bombardement du Mozambique, le premier ministre (M. Trudeau) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) font preuve d'une faiblesse inadmissible. L'Afrique du Sud reconnaît avoir bombardé une ville d'un État voisin; elle prétend avoir tué des guérilleros, ce qui est contesté; et tout cela sous le prétexte d'un bombardement de Pretoria dont la preuve n'a jamais été rapportée contre le Mozambique, et que ce dernier pays n'a jamais reconnu. La déclaration du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures semble partager entre toutes les parties la responsabilité de la violence qui s'exerce là-bas.

Or, la source de cette violence, celle des terroristes, que nous condamnons, et celle exercée par le gouvernement sud-africain contre un État voisin, la source de toute cette violence, c'est la violence du régime imposé par l'Afrique du Sud à la majorité de ses habitants: régime de meurtres, de famine et d'esclavage. Donc, le gouvernement du Canada devrait condamner non seulement l'apartheid pratiqué par l'Afrique du Sud, mais l'acte de guerre qu'elle a commis contre un État voisin et le meurtre de ses propres noirs qu'elle continue de perpétrer.

**Mme le Président:** A l'ordre.

\* \* \*

## LES PARTIS POLITIQUES

### LE RÉSULTAT D'UN SONDAGE SUR L'ENTREPRISE PRIVÉE

**M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona):** Madame le Président, à Brandon-Souris hier, Lee Clark, professeur d'université, a remporté la victoire dans tous les bureaux de scrutin, sauf huit, sur le candidat du NPD, président d'entreprise. Il semble qu'un candidat libéral briguaît également les suffrages.

Je voudrais faire une brève mise au point. Dans certains milieux, le parti libéral passe toujours pour favoriser la libre entreprise. La semaine dernière, on a publié les résultats d'un sondage Gallup très intéressant portant sur la question: «A votre avis, le Canada devrait-il à l'avenir se fonder davantage sur l'entreprise privée, sur le secteur public ou conserver le même partage qu'aujourd'hui entre le secteur privé et le secteur public?»

Dans tout le Canada, seulement 10 p. 100 des répondants étaient en faveur d'un accroissement de l'intervention gouvernementale, alors que 40 p. 100 préféraient le statu quo. Dans les Prairies et en Colombie-Britannique, 56 p. 100 et 57 p. 100 des répondants respectivement souhaitaient laisser plus de place à l'entreprise privée. Dans tout le pays, 61 p. 100 des partisans conservateurs, 41 p. 100 des partisans néo-démocrates et seulement 30 p. 100 du parti libéral voulaient qu'on donne un rôle plus grand à la libre entreprise.

## Questions orales

Il semble donc, madame le Président, que les partisans libéraux soient davantage opposés à l'entreprise privée qu'à la fois le NPD et l'ensemble des Canadiens.

**Mme le Président:** A l'ordre!

● (1415)

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

#### LES RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

**M. Otto Jelinek (Halton):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Commerce international. Depuis une semaine maintenant, nous connaissons l'orientation fondamentale du rapport du groupe de travail sur l'automobile constitué par cette industrie. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a fait des déclarations qui ne donnent guère confiance aux chômeurs. Pourtant, le ministre responsable du Commerce international a été notoirement absent du débat sur cette question cruciale qui touche son portefeuille.

Le ministre peut-il dire à la Chambre et à l'industrie si, en tant que ministre chargé du Commerce international, et non comme membre du cabinet, il appuie le principe des recommandations contenues dans ce rapport? Dans l'affirmative, qu'a-t-il l'intention de faire?

**L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)):** Madame le Président, je peux déclarer au député que si j'ai été notoirement absent, c'est que, à l'époque où ce rapport a été publié, j'étais à l'étranger, dans le cadre d'une mission commerciale couronnée de succès dans les pays asiatiques.

Je suis d'avis que le groupe de travail était hautement qualifié. Le rapport qu'il a présenté à mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, sera étudié très soigneusement par le gouvernement, qui tentera de voir si la méthode proposée est la meilleure façon d'amener notre industrie à être concurrentielle et à fournir les emplois nécessaires aux Canadiens. C'est le but que nous poursuivons tous.

#### LA POSITION DU MINISTRE

**M. Otto Jelinek (Halton):** Madame le Président, je voudrais simplement connaître la position du ministre à l'égard de ce problème très important.

Sans tenir compte du rapport du groupe de travail, le ministre peut-il nous dire s'il approuve en principe la position que je défends, pour ma part, depuis deux ans, et qui repose sur deux principes fondamentaux: tout d'abord, offrir des stimulants aux exportateurs étrangers pour qu'ils investissent au Canada et, donc, créent des emplois dans notre pays, et deuxièmement, imposer des règles relatives au contenu à tous les importateurs étrangers, comme nous le faisons avec les Américains, ce qui aura également pour effet de créer des emplois dans notre pays? En laissant complètement de côté le rapport du groupe de travail, le ministre approuve-t-il ces deux principes fondamentaux, ou s'y oppose-t-il catégoriquement?